

Burundi : L'Eglise catholique avait lancé un ultimatum la veille du putsch

@rib News, 14/05/2015 « Si d'adventure nos souhaits ne trouvaient pas de réponse et que les choses en restent comme elles sont, nous, Evêques de l'Eglise Catholique, déclarons ouvertement que notre Eglise ne sera plus à mesure d'accompagner ce processus électoral, que ce soit dans l'envoi des observateurs qui devront suivre de près son déroulement, que ce soit à travers les pratiques envoyés dans les différents membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Tenant compte du temps qui reste, si on arrive au 17 mai sans que ces souhaits exprimés ne soient pris en considération, nous demandons à ces pratiques de prendre la décision qui s'impose en s'appuyant sur la convention signée avec les responsables de la CENI, laquelle convention prévoit même la possibilité de démission au cas où le processus électoral leur semble inacceptable, par manque de volonté, de justice pour tous et de perspectives de réconciliation. L'Eglise Catholique ne peut pas soutenir ou accompagner un processus électoral qui, visiblement, n'est pas consensuel et où les résultats de celui-ci risquent de diviser les citoyens au lieu de les concilier et de les faire progresser sur le chemin de la paix et du développement. » ont menacé lundi dans un communiqué Evêques de l'Eglise Catholique du Burundi. Lire l'intégralité du Communiqué